

## Note de conjoncture

# La réalité économique du secteur de la biologie médicale en 2025

*Beaucoup d'informations approximatives ou fausses sont dites et écrites sur le secteur de la biologie médicale, les laboratoires et les biologistes. Or voici la réalité de la situation en 2025.*

## 1. Un secteur sous contrainte budgétaire

- L'enveloppe annuelle de la CNAM dédiée au remboursement des dépenses de biologie médicale est **stable autour de 3,8 Mds€** depuis plus de 10 ans.
- La **consolidation du secteur** s'est accélérée :
  - regroupements en réseaux (indépendants ou avec investisseurs) ;
  - amélioration et harmonisation de la **qualité des résultats** grâce à l'**accréditation obligatoire** ;
  - maintien d'une **pratique médicale de conseil** auprès des patients et prescripteurs grâce aux biologistes médicaux
- Les **synergies des grands réseaux** ont produit d'importantes **économies d'échelle** ayant permis:
  - Des baisses tarifaires très significatives : **jusqu'à -70% sur certains examens** en 10 ans ;
  - **6 Mds€ d'économies cumulées** pour la CNAM sur la même période (4).

## 2. Un modèle économique fragilisé par la dette

- Cette consolidation s'est réalisée en **levant de la dette** pour financer les acquisitions et moderniser les structures :
  - **12 Mds€ de dettes** pour les **6 principaux réseaux** (70% du marché) portées par les structures et les biologistes associés.
- Le discours de la CNAM évoquant une **rentabilité de 25%** [Chiffre CNAM pour 2022. Chiffre 2023 : EBE/CA = 17% (rapport IGAS)] est trompeur :
  - après déduction des investissements récurrents, des intérêts de la dette et des impôts,
    - **résultat net réel : entre 0% (voire négatif) et 7%** pour la majorité des laboratoires.
- En 2023, selon les données de la Banque de France, la rentabilité du secteur (Résultat net/CA) était de 12%. Il est passé à 2% en 2024 et les projections sont négatives pour 2025.

- Cette situation **s'aggrave et s'accélère depuis septembre 2024** avec une **nouvelle baisse tarifaire de 10%** (4).
- Les chiffres sont **audités et déclarés** : ils sont **vérifiables par toute administration**.

### 3. Deux réalités économiques distinctes mais comparables

#### a) Les grands réseaux

- Résultat opérationnel : **15% à 25%**, grâce aux économies d'échelle.
- Résultat net : **0% à 7%**, après déduction de la dette, des impôts et des investissements nécessaires au maintien de l'accréditation et à l'innovation.

#### b) Les petites et moyennes structures

- Résultat opérationnel : **5% à 15%**, sans synergies de réseau mais **sans dette**.
- Résultat net : **0% à 10%**.

**Conclusion** → En termes de résultat net, **l'ensemble du secteur** est comparable et **loin des 25% affichés par la CNAM** (3).

### 4. Les baisses tarifaires 2023-2024 : un choc économique

- Entre 2023 et 2024, les **baisses unilatérales** de tarifs ont atteint **près de 20%**.
- Ces décisions contraignent les laboratoires à **réduire massivement leurs coûts**.
- Le **rapport 2025 de la CNAM** (3) utilise encore les chiffres de **2018-2022**, période **exceptionnelle liée au COVID** :  
→ les conclusions sont **déconnectées de la réalité actuelle** et **posent question sur la rigueur méthodologique et l'orientation des conclusions**.

### 5. Conséquences déjà visibles sur le terrain

- Fermeture de **sites peu rentables**.
- **Redressements judiciaires** en cours (déjà 5 structures et 100 sites concernés), certaines structures étant déjà en **liquidation**.
- Réduction des horaires : **nombreux laboratoires fermés l'après-midi**.
- **Dégradation des conditions de travail** pour les collaborateurs.
- **Moins de ramassages de prélèvements** par les infirmiers libéraux dans certaines régions.
- **Fermeture ou réduction de présence** dans les hôpitaux privés et EHPAD → **embolisation des urgences publiques**.
- **Abandon d'activités déficitaires** (ex. : **PMA**).

⚠ **Désertification médicale et dégradation du maillage territorial : déjà à l'œuvre et appelées à s'aggraver.**

## 6. Perspectives : un avenir préoccupant

- Les rapports **IGAS** et **IGF** recommandent **800 M€ d'économies supplémentaires**, probablement via de **nouvelles baisses tarifaires** :
  - Cela représenterait **-20% de revenus supplémentaires** pour un secteur où le résultat net varie déjà entre **0% et 10%**.
  - Un scénario jugé **irresponsable** et **porteur de conséquences dramatiques** :
    - sur le plan **médical** ;
    - sur le plan **économique** ;
    - sur le plan **social**.

## 7. Prévention en santé : un désaccord avec la position officielle

Le rapport IGAS-IGF 2025 affirme :

« L'élargissement des missions des biologistes médicaux à des actions de prévention peut être envisagé mais (...) n'aurait pas d'impact significatif sur la santé publique » (1).

- Cette conclusion repose sur **moins de 15 lignes dans une annexe d'un rapport de 494 pages**.
- Absence de **données probantes** et de **démonstration argumentée** :
  - Une **opinion subjective** plus qu'une **analyse fondée**

### Références

---

1. Rapport IGAS IGF 2025 – *Pertinence et efficience des dépenses de biologie médicale*
2. Rapport IGAS IGF 2025 – *Causes et effets de la financiarisation du système de santé*
3. Rapport CNAM 2025 – *Rapport au ministère chargé de la Sécurité sociale et au Parlement sur l'évolution des charges et des produits de l'Assurance Maladie au titre de 2026*
4. Rapport Roland Berger 2024 – *Étude du secteur des laboratoires de biologie médicale libérale français*
5. Assurance Maladie 2024 – [Mieux dépenser](#)

## Le rôle des biologistes médicaux dans la santé publique

Malgré les difficultés, les biologistes restent **mobilisés** :

- Ils proposent **d'élargir leurs missions en capitalisant sur leur maillage territorial et leur expertise 99,8% de la population vit à moins de 30 minutes d'un laboratoire (1)**.
- La **prévention** reste **un levier clé**, encore sous-exploitée en France :
  - Exemple : le dispositif **Mon test IST** :
    - Accès **direct au laboratoire**, sans ordonnance a permis de dépister 30% de patients supplémentaires en l'espace d'un an. **Près de 30 000 patients** dépistés Chlamydia positifs (4%).
  - Impact :
    - dépistage précoce → limitation des complications ; rupture des chaines de contamination
    - **économies immédiates** en termes de nombre de consultations médicales
    - **économies à terme** : plusieurs dizaines de millions d'euros pour l'Assurance maladie.